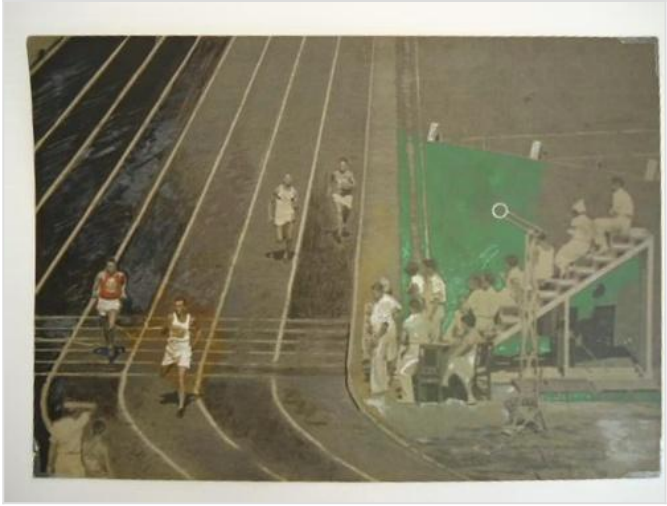
Quelle solidarité, pour quelle échelle ?



De toute évidence, la crise du Covid-19 fait ressortir, à grande échelle, deux types de réactions : d'un côté une tendance à la délation (la préfecture de police de Paris incite à cesser d'appeler pour dénoncer ses voisin.e.s qui « sortiraient trop ») et de l'autre une tendance à la solidarité populaire. Nous nous arrêterons ici sur cette deuxième tendance, porteuse à la fois d'espoirs quant aux potentiels qu'elle exprime mais aussi de questionnements dont nos organisations devraient se saisir. En effet, si nos organisations ont été capables de mettre en avant des éléments politiques et parfois médicaux d'analyse pour apporter un éclairage sur la crise et avec lui un certain nombre de revendications, force est de constater que la solidarité concrète, parfois locale certes, n'est pas une tradition pour nous. Pourtant, cette solidarité pose des questions politiques que nous devons affronter, sous peine de laisser sur le bord du chemin un certain nombre des personnes qui se seront investies auprès des autres durant cette crise, et avec qui il est possible de discuter, de s'organiser. Et sous peine de nous retrouver, après la crise, isolé.es et démuni.es politiquement, si nous avons "abandonné" la rue pendant la crise. Investir ce terrain, c'est notamment se mettre en position de discuter, avec celles et ceux qui agissent, par exemple de la nécessité de se réapproprier la décision, de la sortie du capitalisme, discours qui deviennent, en ces temps, de plus en plus audibles. En d'autres termes, la question qui se pose à nous est la suivante : face à une crise majeure, quels domaines pratiques les militant.e.s révolutionnaires doivent-elles et ils mettre en place ? Plusieurs pistes s'offrent à nous, auxquelles nous devons très sérieusement réfléchir. Investir les organisations dites « humanitaires » (mais qui ne peuvent y être réduites) de masse, comme le Secours Populaire ; Être à l'initiative dans les espaces d'auto-organisation, comme les Brigades Populaires de Solidarité ; Participer aux associations déjà existantes, pour certaines de longues dates, comme dans les quartiers populaires ; Ou pourquoi pas tout ça à la fois, en fonction d'abord de la proximité géographique de telle ou telle structure…

Si on reprend chacune de ces pistes, il faut commencer par noter deux éléments : il est évident que le Secours Populaire, en tant qu'association institutionnalisée, est en partie intégré par et à l'État. Dès lors, il s'agit d'une organisation dans laquelle diffuser une politique est nécessairement plus compliqué (ou, en tout cas, nous confronte à plus d'obstacles) que dans le cadre des Brigades Populaires de Solidarité qui ont éclos, notamment, à Paris, Lyon ou encore à Marseille, Nantes … Plus difficile car le Secours Populaire, historiquement affilié à la IIIème Internationale et au PCF, a tendu à se détacher progressivement de la matrice communiste pour devenir aujourd'hui une

organisation humanitaire au sens large et, surtout, à être reconnue par l'État et ses institutions comme telle. Dès lors, le Secours Populaire se retrouve au croisement de deux écueils : il est à la fois enfermé par l'État dans la mesure où il s'adresse à lui (comme avec le fait d'être reconnu comme organisation d'utilité publique par exemple) mais il se cogne également contre lui, notamment parce que l'organisation pallie à certaines carences de l'État. Il en est de même, mais à une échelle différente, pour les associations locales : elles ont besoin notamment des subventions pour se déployer mais, là aussi, se cognent contre l'État : dans le 93, face à la misère que subissent de nombreuses familles, les associations comblent les failles, à la fois par des collectes et des redistributions, mais aussi en tant que passerelle pour, notamment, le lien social. A l'inverse, les Brigades ont dès le début affiché le caractère politique de l'autonomie de cette structure : l'auto-organisation est nécessaire à la fois pour faire face à l'État et contre lui. Dès lors, il s'agit de prendre en charge l'ensemble de l'activité : mise en réseaux, appels et gestion des dons / des stocks, décision des redistributions, etc.

Pour autant, ces différents espaces ne sont pas à opposer en soi. Leur émergence et leur déploiement sont d'abord une réponse au vide : face à l'incurie du(des) gouvernement(s), face à l'absence sur le terrain d'organisations politiques, face à l'élan de solidarité qui s'exprime au-delà des remerciements formels à 20h sur les balcons. Nous l'avons déjà souligné ailleurs mais, notamment, l'investissement des groupes ultras en direction des personnels hospitaliers est par exemple très révélateur (cf. https://alt-rev.com/2020/04/13/travailleurses-de-la-sante-mouvement-ultra-du-foot-united-we-stand/) de cette incurie et de ce qui se joue dans le développent de la solidarité.

Pour nous, la question de l'investissement dans ces organisations est multiple : d'abord, il s'agit de ne pas s'en tenir au « jour d'après » et d'avoir des possibilités pratiques dès maintenant. Qu'il s'agisse de distributions de matériel, de masques, de repas ou autres, nous devons le faire dès que possible. Mettre en pratique nos idées premières : solidarité, soutien, entraide, auto-organisation. Ensuite, c'est le caractère politique de ces pratiques que nous devons porter : aller à la rencontre de celles et ceux qui sont dans le besoin mais aussi de celles et ceux qui veulent s'organiser (les deux ne s'opposant par ailleurs pas nécessairement : nous ne faisons pas la charité). Croiser ces relations permet de déverrouiller le cadenas de la séparation des tâches : la politique doit être technique, et la technique doit être politique. Enfin, créer du lien, créer du réseau, pour l'actuel et pour l'après. Militer signifie aussi investir un terrain qui ne doit pas s'en tenir au terrain syndical ou au terrain de l'organisation, et encore moins à celui des réseaux sociaux et d'internet qui ne peut en aucun cas s'apparenter à celui de la rue.

Partant de ce constat, quelle organisation choisir ? Dans un premier temps, considérons déjà que l'aspect géographique est central : là où il n'y a pas de Brigades et où il n'est pas possible d'en créer, autant se tourner vers le Secours Populaire. Il s'agit d'une organisation de masse, revendiquant 80.000 bénévoles. S'inscrire dans cette organisation est nécessairement bénéfique maintenant. A l'inverse, là où les

Brigades ont une présence significative, nous devons nous y investir : décloisonner les espaces et les relations entre militant.e.s de différentes traditions, construire des cadres qui peuvent prendre d'autres formes en d'autres situations. Mais nous tenons aussi à ce que les nouvelles initiatives ne se substituent pas aux anciennes, à celles qui existent déjà et font un réel travail depuis des années, notamment dans les quartiers populaires. Raisonner comme cela signifierait se couper de nouveau de tout un réseau qui a décidé de prendre à bras le corps la question des logements, du social, du racisme, des plus démuni.e.s. Cela reviendrait de nouveau à exclure de notre champ d'intervention mais aussi de notre champ politique les acteurs et actrices inscrit.e.s dans leurs territoires. Dès lors, nous considérons comme central de s'investir dans ces associations ou groupes de solidarité dès que cela est possible.

La crise met donc en lumière deux tendances lourdes : solidarité ou délation. L'indifférence, difficilement mesurable, reste sûrement une tendance tenace. Il faut donc mener la bataille idéologique ici : entraîner avec nous les indifférent.e.s, combattre les délateurs ou les auxiliaires de police en devenir, aller au contact de celles et ceux qui décident de s'organiser. En un mot : investissons tous les espaces dans lesquels nous pouvons être utiles, ne nous résignons pas à la situation. C'est ce qui nous permettra de préparer l'avenir, en développant unconfinement par en bas, en opposition directe au confinement par en haut imposé par Macron.

Tristan Daul, le 25 avril 2020